

Le libertaire

Rédaction :
Administration : Jean Girardin,
72, rue des Prairies, Paris (20e)
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ETRANGER
Un an ... 22 fr.	Un an ... 30 fr.
Six mois ... 11 »	Six mois ... 15 »
Trois mois ... 5 50	Trois mois ... 7 50

Chèque postal : Jean Girardin 1191-98.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

UNE CANAILLERIE INTERNATIONALE PROPOS D'UN PARI

L'affaire Bernieri

LORSQUE, répondant à certains camarades, nous avons déclaré que nous ne voulions, ni ne pouvions établir aucune différence entre les divers systèmes gouvernementaux actuellement en vigueur, nous affirmions une vérité incontestable, car, malgré les apparences trompeuses que le régime soit démocratique, fasciste, monarchiste-constitutionnel ou soviétique, il n'est qu'un appareil de coercition destiné à juguler toute pensée libre.

S'il fallait une démonstration éclatante de notre thèse, l'affaire Bernieri nous la procurerait, car dans le calvaire que l'on fait faire à notre camarade depuis plus de deux ans, les régimes démocratique et monarchiste y sont étroitement mêlés et le moins qu'on en puisse dire, c'est que les gouvernements de France, de Belgique, de Hollande et du Luxembourg se sont montrés aussi odieux, aussi ignobles que le duc, pour leur compte duquel ils accomplissaient leur canaillerie.

Le professeur Bernieri, docteur en philosophie, réussit à venir en France, avec sa femme et sa vieille maman, en 1926.

Il était persuadé que la France était un pays où, tout de même, une certaine liberté d'expression était permise aux proscrits et il croyait encore à la fable qui représentait notre sol comme la « seconde patrie des hommes libres ». Hélas ! il n'allait pas tarder à déchanter. On allait lui faire payer cher cette erreur.

Sitôt en France, notre camarade n'eut de cesse que de combattre le régime infect et criminel qui pèse si lourdement sur le peuple italien.

Mais vint l'affaire Pavan-Savorelli. (Nos amis se souviennent que Pavan exécuta un renégat, provocateur et mouchard à la solde des fascistes). Bernieri connaissait Pavan. Aussitôt on essaya de l'impliquer dans cette affaire, d'avoir pour ainsi dire suggéré à Pavan son geste. Mais la police n'ayant pu étayer ses mensonges sur quelque chose de solide, fut bien obligée de renoncer à ses desseins.

Seulement la police a des moyens de se débarrasser d'un homme quand il devient gênant, surtout si cet homme est né hors des frontières.

Bernieri fut donc expulsé de France, il se fixa à Bruxelles.

Il ne faut pas connaître la crapulerie des policiers et ignorer complètement les ramifications qui soudent les polices de toutes les nations entre elles — surtout les polices politiques.

Pour ridicules qu'ils soient dans leur accoutrement, les sbires du roi Albert n'en sont pas moins des policiers, c'est-à-dire des êtres prêts à toutes les bassesses, toutes les vilénies et tous les crimes pour complaire à leurs maîtres.

C'est ainsi que, recommandé particulièrement par le fascio et la police française, Bernieri ne tarda pas à se voir en butte aux tracasseries.

Puis, un jour, on l'impliqua dans une affaire mystérieuse et embrouillée de faux passeports. Bien qu'il ne fut absolument pour rien dans cette histoire, il comparut devant les magistrats bruxellois — qui sont aussi scélérats et lâches-bottes que ceux de Paris ou d'ailleurs. Malgré l'absence absolue de preuves, il est condamné à cinq mois de prison qu'il accomplit à la prison de Saint-Gilles.

Libéré, on le conduit en Hollande, mais les gendarmes néerlandais sont avertis que le « dangereux agitateur » Bernieri va arriver sur leur sol. Il est donc arrêté et mis dans un train direct pour la Belgique.

A sa descente de train il est de nouveau arrêté et de nouveau renfermé dans la Hollande. Il demeure quelque jours à Rotterdam. A Rotterdam, où il se rend au Consulat Italien pour essayer d'obtenir quelques papiers, dénoncé par les agents consulaires, il est arrêté, puis reconduit une nouvelle fois en Belgique, où, naturellement, il est aussitôt appréhendé.

Cette fois, on l'incolpe d'infraction à un arrêté d'expulsion. Les juges le condamnent à un mois de prison.

Tandis qu'il purgeait cette dernière condamnation, se machinant en France la fameuse affaire des explosifs, que le mouchard et provocateur Menapace avait forgée de toutes pièces.

Ce dégoûtant personnage, abusant odieusement de la confiance mise en lui

par certains éléments antifascistes, avait remis un paquet au trop confiant Bernieri (sans lui en indiquer le contenu), à charge, par ce dernier, d'aller le remettre à un autre camarade.

La Sûreté Générale, avertie par Menapace, fait une perquisition au domicile du détenteur du paquet et découvre que ce colis contenait des explosifs. Bernieri se voit donc inculpé de ce fait. Mais comme il est en prison à Bruxelles, la convocation du tribunal parisien ne le touche que la veille du procès. Il demande à la police belge de le remettre aux autorités françaises pour aller déposer. Cela lui est refusé. Il est donc condamné par défaut à six mois de prison.

Signalons qu'à l'occasion de ce procès, certains milieux — et particulièrement les bolchevistes — se montrèrent ignobles envers notre camarade, n'hésitant pas à le faire passer pour un mouchard.

Ayant terminé son mois de prison, il est renfermé au Luxembourg. Il reste 20 jours à Esch-sur-Alzette, où il est domicilié sous son nom. Mais il fait sa déclaration au Consulat Italien, ce qui lui vaut d'être arrêté. On veut le reconduire en France, mais il excipe qu'il est expulsé de France, de Belgique et de Hollande, et que, en conséquence, il ne peut se rendre qu'en Allemagne.

Malgré l'intervention du député socialiste Thielmann, les gendarmes lui passent les menottes aux mains et le reconduisent au village frontière de Rodange.

Naturellement, au bout du chemin il est attendu par deux pandores français qui le cueillent et l'emmenent à Briey, où il est incarcéré pour infraction à interdiction de séjour.

Voici la lamentable histoire d'un camarade qui, pour avoir manifesté ses sentiments hostiles au criminel qui dirige provisoirement l'Italie, se voit rejeté, depuis deux ans, de pays en pays, transféré de prison en prison.

Il est temps que les anarchistes de tous les pays, que les hommes de cœur fassent entendre une véhémence protestation.

Le droit d'asile est en péril dans l'Europe entière. La ficelle prend de plus en plus d'autorité. Qu'on se méfie : aujourd'hui ce sont ceux qu'officiellement on qualifie d'étrangers qui sont victimes ; demain ce sera tout le monde.

Et si nous ne nous élevons pas avec force contre cet état de choses, nous aurons, en nous taisant, préparé et facilité l'œuvre infâme de la police et contribué à notre mise en esclavage.

La civilisation continue

Le 21 juillet, nous apprend le *Matin*, la Cour criminelle de Saigon a jugé « l'affaire dite des Sociétés secrètes » dans laquelle étaient inculpés une quarantaine d'Annamites « poursuivis pour complot contre la sûreté de l'Etat, sept d'entre eux étant, en outre, accusés d'assassinat et de complicité d'assassinat ».

« L'origine de l'affaire remonte à décembre 1928 où, après le mystérieux assassinat d'un indigène à Saigon, l'enquête a permis d'établir que la victime était affiliée à une société secrète, à l'instigation de laquelle ce crime avait été commis. »

Le télégramme est muet sur les détails de ce « mystérieux assassinat », sur les raisons pour lesquelles on en a rendu responsables les accusés ou sur la personnalité de la victime. S'agirait-il, par hasard, d'un mouchard ou d'un agent provocateur au service de la « civilisation » et que l'on ne saurait « venger » avec trop de profusion ?

De plus : « Tous les inculpés faisaient partie de sociétés secrètes qui, sous des noms différents et par des méthodes plus ou moins violentes, tendaient à provoquer une agitation révolutionnaire et à comploter contre l'administration française. »

On ne saurait exipier trop durement le fait d'avoir « tendu à comploter contre l'administration française ».

La Cour a prononcé, après de longs débats, trois condamnations à mort, quatre aux travaux forcés à temps contre des individus convaincus d'avoir participé à ce crime et trente-deux peines variant entre 10 ans de détention et 18 mois de prison. »

Ainsi s'applique le programme de « libéralisme » célébré par M. le gouverneur général Pasquier.

La civilisation continue en Indochine...

Il se tient actuellement, à Londres, une assemblée peu ordinaire. Des députés de tous les pays, estimant sans doute que la tribune offerte par leurs électeurs dans leur nation respective ne leur offre pas un exutoire suffisant à leur incontinence verbale, ces députés ont institué depuis quelques lustres une conférence interparlementaire qui tient ses assises chaque année dans une capitale d'un des pays adhérents.

Ce qui peut se dire de bêtises, ce qui peut se prononcer d'âneries dans cette espèce de congrès, on ne peut s'en faire une idée qu'en multipliant par vingt les inepties proférées en un an au Palais-Bourbon.

Adoncques, tous les farceurs de la politique qui sont présentement réunis à Londres ont eu l'idée de discuter sur le fameux pacte Kellogg — ce qui est une preuve qu'ils n'avaient pas grand-chose à faire.

Naturellement les lieux communs firent florès. Les déclarations d'amour pour la Paix furent monnaie courante — car pas un seul parlementaire, même de droite, n'oserait maintenant déclarer ouvertement qu'il est partisan de la guerre.

C'est ainsi qu'un certain Hull, délégué américain, a été amené à prononcer des paroles qui démontrent bien que Joseph Prudhomme est de tous les pays.

« L'opinion qui prédomine dans le monde actuellement, dit-il, est que toute nation qui, ayant signé le pacte, le violerait, devrait être considérée comme hors de l'humanité. »

Cette phrase n'a l'air de rien et, dans le fond, elle ne veut pas dire grand-chose. Car s'il fallait mettre hors l'humanité toutes les puissances qui préparent la guerre, on ne voit pas bien, en notre époque de surarmement intensif, ce qui pourrait rester au sein de ladite humanité.

Tous les gouvernants se préparent activement pour la prochaine dernière, et si les ministres des affaires étrangères se répandent en proclamations ultra-pacifistes, chaque ministre de la guerre et de la marine — voire de l'aviation — emmagasinent en ses dépôts tout ce qui sera nécessaire pour anéantir, en le moins de temps possible, le plus grand nombre d'hommes, de femmes et d'enfants.

Et je crois que ce Hull s'est foutu royalement du monde.

Car, en définitive, il n'y a que les victimes, ceux qui passeront à l'état de cadavres, qui seront mis hors l'humanité. Et la sentence, hélas ! sera sans appel.

Par interim : Aristobole.

Pour la propagande Pour le "Libertaire"

Dans le but de permettre la diffusion de notre journal

« LE LIBERTAIRE »

nous avons décidé d'expédier à tous les camarades qui en feront la demande, des paquets d'inventés au prix de, port compris : 5 francs les 50 exemplaires.

10 francs les 100 exemplaires. Nul doute que chaque camarade se fera un devoir de distribuer autour de lui, dans les réunions, dans les chantiers, etc., nos inventés.

Il contribuera à faire connaître notre journal, à répandre nos idées, à amplifier notre propagande.

Chaque groupe, chaque camarade doit faire un effort pour « Le Libertaire ».

Recueillir des inventés.

Adresser les fonds à Jean Girardin. Bien spécifier la destination de l'argent.

SOUS LE SIGNE DU DROIT DES PEUPLES...



« Le gouvernement « travailliste » envoie ses cuirassés pour rétablir « l'ordre » en Egypte. » (Les journaux.)

POUR ÉVITER UNE INJUSTICE ! POUR LE DROIT D'ASILE ! Contre l'extradition

Echappés du bagne de Figueras (Espagne), deux jeunes syndicalistes, **Joaquin Blanco Martinez** et **Joaquin Pons Dilmer** se sont réfugiés en France. Ils oublièrent que la France républicaine des Droits de l'Homme et du Citoyen est le fief de Tardieu.

A Perpignan, un commissaire de police les arrête et s'empresse de prévenir le juge d'instruction près le tribunal de Figueras, qui délivre le mandat d'arrêt 48 heures après l'arrestation.

Ils portaient sur eux 3.000 ou 4.000 francs, ramassés parmi les ouvriers de Barcelone, et, la magistrature, au service de la police internationale, accuse **Pons** et **Blanco** de vagabondage et faux, seule forme pour pouvoir atteindre la demande d'extradition que fait, quelques jours après, le gouvernement espagnol.

Le tribunal de Perpignan rend une ordonnance de non-lieu pour ces accusations, et les deux vaillants syndicalistes espagnols passent à Montpellier, où la Chambre des Mises en accusation doit statuer sur leur sort.

Les magistrats, une fois de plus, malgré les preuves qui démontrent l'innocence de **Pons** et **Blanco**, se mettent au service de la dictature espagnole et donnent un avis favorable à l'extradition.

Le prolétariat français, le travailleur exploité par le capitalisme international doit venir en aide avec toute son énergie au secours des deux camarades menacés d'extradition parce que syndicalistes, condamnés pour avoir défendu leur droit à la vie.

Condamnés par un verdict de classe à la prison perpétuelle, au moment des troubles de Barcelone, lors de l'avènement de la dictature, pour des crimes de droit commun imaginaires, Blanco et Pons ont été les victimes d'une machination policière pour se débarrasser de deux actifs militants ouvriers.

Le procédé est classique sous tous les régimes. Primo de Rivera l'utilisa fréquemment. **NOUS AFFIRMONS QUE PONS ET BLANCO SONT INNOCENTS !**

Nous disons catégoriquement qu'en tout cas les délits pour lesquels ils ont été condamnés ont nettement un caractère politique, alors,

L'extradition est impossible

Mais dans la société capitaliste, il faut exiger la **JUSTICE** ! et toi seul, travailleur, tu peux libérer tes deux frères, victimes de la réaction espagnole !

Exige la liberté de Blanco et Pons, car tu es la force !

(Texte de l'affiche éditée par le Comité de défense du droit d'asile de Béziers.)

SOUS LE SIGNE DE L'OPTIMISME

Les Assurances sociales

Anerie et duplicité

par RHILLON

Il m'est tombé sous les yeux un prospectus intitulé : « Notice à l'usage des assurés et des employeurs des professions non agricoles », papier d'émanation bureau cratique traquant leur ligne de conduite aux malheureux « assujettis ». Assujettis à quoi, Seigneur ! A la fameuse loi dite des assurances « sociales » qui est bien la plus formidable entreprise d'extorsion en même temps que la plus fameuse machine à faire monter le coût de la vie qu'un gouvernement jésuitique ait pu imaginer. Il paraît que c'est du « socialisme » ! cette loi-là ! Il paraît que c'est la plus considérable des réformes qui ait été accomplie depuis la journée de huit heures ! Qu'est devenue la journée de huit heures, votée sous Clemenceau ? Que seront demain les Assurances sociales, votées sous Tardieu ? Quant un trésor d'Etat constitué subrepticement, en dehors des impôts ostensibles ou avoués tout au moins, sera aux mains de l'Etat, quel usage n'en fera-t-il pas ? Et que recevront les assurés ? Au fait, assurés de quoi, assurés contre quoi ?

Il y est écrit que le « salarié est tenu, que l'employeur est tenu » (il s'en moque pas mal, l'employeur d'être tenu puisqu'il tient lui, les moyens de récupération) ; il est exposé la manière de tenir les cartes, d'apposer les timbres, de calculer les cotisations (l'euphémisme n'est-il pas charmant !) et enfin nous trouvons ce cul-de-lampe délicieux :

« Nommettez pas, dans le calcul du salaire, de tenir compte des avantages en nature ! »

J'ai remarqué que des valeurs limites supérieures de salaires annuels étaient fixées au-dessous desquelles le salarié est « assujetti » malgré qu'il en ait. Par exemple, un salarié père d'un enfant, est assujetti s'il gagne 20.000 francs. Mais s'il gagne 20.001 francs, il ne l'est plus. C'est beau, la comptabilité !

Apparemment, quand un homme gagne 20.001 francs à Paris, il est censé pouvoir capitaliser, « mettre de l'argent de côté », bref assurer lui-même ses vieux jours (sans garantie du gouvernement).

Voilà ce qu'il faudrait démontrer, à mon avis, et en tout premier lieu. Démontrer qu'un homme qui gagne 20.001 francs par an, qui a femme et enfant, subvient aux besoins de sa famille et est apte, par surcroît, à thésauriser ?

Sur quoi repose le salaire ? Le capitalisme, maître de tous les moyens de production, prend pour base de détermination la « quantité de travail », exceptionnellement et de moins en moins la « qualité du travail », sauf dans les industries dites de luxe.

Il existe néanmoins certains grands capitaines d'industrie qui, pratiquant le « paternalisme », à l'instar des Américains, se préoccupent du « standard of life » de l'ouvrier, donc de ses besoins matériels.

L'Etat-patron se montre certainement le plus paternel des paternalistes. Il traite ses fonctionnaires d'avantage en « fonction » de leurs besoins qu'en « fonction » de leur rendement travail. Il est vrai de dire que rien n'est plus fantaisiste, rien n'est plus arbitraire que la manière dont l'Etat-patron apprécie les besoins de son personnel. Pour une certaine catégorie, il estimera qu'il faut de 75.000 à 125.000 francs par an pour permettre de vivre décemment, pour une seconde catégorie, il suffira de 30.000 à 75.000 ; et, enfin, pour une troisième, de beaucoup la plus nombreuse, cela va sans dire, il échelonnera les besoins entre 10.000 et 30.000 avec une moyenne oscillant autour de 20.000.

C'est probablement cette moyenne qui a incité la bureaucratie chargée des Assurances sociales à arrêter, en cette matière, le point critique à 20.001 francs au delà duquel le paternalisme n'a plus cours.

Si tant est que la loi des Assurances sociales procède d'un esprit paternaliste, — de solidarité sociale, comme dirait l'avocat millionnaire Paul-Boncour, bien-aimé de la C. G. T. — il faut admettre que les auteurs de la loi, d'obscurs bureaucrates vraisemblablement, ne savent pas calculer. Ils se sont trompés dans leur estimation des besoins. Et je vais se leur prouver en résolvant le problème dont voici l'énoncé :

Etant donné une famille ouvrière composée du père, de la mère et d'un enfant de douze ans, quelle somme annuelle sera-t-elle nécessaire à leur strict entretien ?

(Lire la suite en deuxième page.)

A la classe ouvrière de tous les pays au 1^{er} août 1930

Aujourd'hui encore, nous croyons nécessaire de rappeler à la classe ouvrière la déclaration de cette guerre qui a duré 1561 jours, qui a coûté la vie à 10 millions de soldats et 7 millions de civils et a laissé dans les foyers 20 millions d'invalides.

Alors que les peuples de toutes couleurs, au cours d'un suicide réciproque, versaient leur sang sur les champs de bataille et que les femmes, les enfants et les vieillards restés aux foyers, dans la majeure partie de l'Europe, avaient à souffrir la pire des misères, les profiteurs de la guerre, les accapareurs de vivres, réalisaient de fantastiques bénéfices.

Actuellement, douze années après la guerre, les profiteurs continuent sans être inquiétés à jouir de leurs profits sanglants sous la forme de rentes et d'amortissements des dettes de guerre, qui, tant chez les vaincus que chez les vainqueurs, ont atteint des montants vertigineux. Les Etats-Unis paient cette année \$ 1 milliard 162.000.000 comme intérêts et amortissement des dettes de guerre, soit 80 millions de francs par jour. Le peuple anglais distribue aux actionnaires des dettes militaires, 120 millions de francs par jour, soit 5 millions à l'heure. Il en est de même dans les autres pays. La première revendication du prolétariat doit être :

La suppression des dettes de guerre !
Afin de réunir ces sommes colossales, les Etats ont poussé les impôts à des niveaux inimaginables avant 1914 ; impôts qui, en définitive sont extraits du prolétariat productif, l'unique créateur de toutes les richesses. En outre, la protection de l'industrie indigène impose des droits d'entrée de plus en plus élevés : c'est la guerre internationale des tarifs douaniers qui se poursuit !

L'industrie se dédommage par l'application d'une rationalisation raffinée afin d'exploiter les travailleurs autant que faire se peut, sans souci de leur santé physique et morale, détruisant ainsi toute la signification morale de la journée de huit heures. Les impôts effarants qui réduisent à son minimum le pouvoir d'achat de l'ouvrier, la surélévation des barrières douanières qui étouffent l'échange international et l'intensification de la rationalisation qui exclut de plus en plus de travailleurs du processus de la production, ont créé un chômage comme le monde n'en avait jamais vu avant la guerre de 1914. Dans les grands pays, ce n'est plus par centaines de mille qu'on compte les sans-travail, mais par millions. Le désespoir de la classe ouvrière ressort clairement de la sombre statistique des suicides en Europe Centrale, qui croît d'une façon effrayante.

Les méfaits que commet la classe capitaliste contre la classe ouvrière blanche, elle les commet dans une mesure encore bien plus grave contre les peuples de couleur des colonies : L'Angleterre aux Indes, la Hollande en Indonésie ; la France en Indochine ; la Belgique au Congo ; l'Italie en Afrique — pour ne rien dire des agissements des Etats-Unis en Amérique Centrale — ne dominent que par un régime de terreur et de sang, une dictature qui se démasque de plus en plus. Dans d'immenses territoires de la Chine, dans la totalité des Indes britanniques, ces deux pays comptant ensemble près de la moitié de la race humaine, règne l'atrocité du désespoir de la famine, de la mort par la faim. Et, pour compléter l'enfer dans lequel la race humaine actuelle se débat, on poursuit, dans tous les pays et sous tous les régimes, l'organisation de la guerre, avec une fièvre de hâte qui confine à la folie.

Alors que le monde comptait en 1914 20 millions de soldats exercés, il en compte actuellement 30 millions. Les dépenses militaires ont doublé depuis cette époque. Les régiments modernes ont maintenant sept fois plus de mitrailleuses qu'autrefois. De plus en plus nombreux sont les pays qui organisent, ouvertement ou dans le secret, toute leur industrie nationale en industrie de guerre. On construit des milliers d'avions de bombardement, avec une capacité toujours plus grande, en considération de la prochaine guerre aérienne. La guerre des gaz et des bactéries se prépare internationalement sur une base scientifique.

Après la conférence navale de Londres, dont le plus clair résultat a été d'accroître l'opposition de la ruineuse course aux armements entre la France et l'Italie, les Etats-Unis procèdent au renouvellement et à l'extension de leur marine de guerre pour un montant de un milliard de dollars et commandent en outre 322 avions de bombardement. En même temps, l'Angleterre met de nouveaux navires de guerre en construction et les militaires exigent au Japon 125 millions de yens pour l'extension de la flotte aérienne.

Les Pays-Bas désirent augmenter leur flotte militaire de 50 % pour un montant de 120 millions de florins. En sus de son budget ordinaire, la France va consacrer 5 milliards de francs à la mise sur pied de guerre de son armée, sa marine et sa flotte aérienne. L'Italie construit des navires de guerre par dizaines, des avions par centaines et renforce son militarisme de toutes les manières possibles. L'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie, avec l'appui de l'Italie, réclament de plus en plus haut la restauration du service militaire obligatoire et de leur ancien militarisme. La France consacre 70 % de son budget total au paiement des intérêts et à l'amortissement des dettes de guerre et à la préparation de la prochaine ; les Etats-Unis 72 % ; l'Angleterre 75 %.

Entre temps, les fils de travailleurs, dans tous les pays, en leur qualité de futurs soldats ou de futurs ouvriers de l'industrie de guerre, sont préparés à être asphyxiés par les gaz, empoisonnés qu'ils sont par le nationalisme belliqueux des livres d'école, et la génération qui monte se trouve ainsi préparée internationalement à de nouveaux assassinats de peuples. La II^e Internationale, dont les partisans, aux moments critiques, ont toujours pris et prennent toujours parti pour l'impéria-

lisme, tant dans la répression de l'opposition de travailleurs révolutionnaires et des peuples de couleur, que lors de la déclaration des guerres impérialistes, la II^e Internationale se borne à émettre de platitudes manifestes sur le désarmement, non par l'action concertée des travailleurs, mais par les gouvernements impérialistes eux-mêmes, et prône des tartarines de Mussolini pour remettre à plus tard le désarmement dans les pays « démocratiques ». Mais les travailleurs doivent bien se garder que leur haine du fascisme et des provocations de Mussolini ne soit exploitée par un quelconque gouvernement impérialiste pour les entraîner dans une guerre contre le peuple italien, dont il fait arrêter par centaines les meilleurs représentants pour que Mussolini puisse prononcer, sans être dérangé, ses discours criminels.

L'Internationale Syndicale d'Amsterdam semble être toujours dominée par l'esprit de la II^e Internationale et, de même que cette dernière, elle semble avoir totalement oublié qu'on s'est un jour prononcé pour la grève générale en cas de guerre. L'idéologie bolcheviste, qui réveille, en Russie, l'esprit militaire par des moyens dictatoriaux et emprisonne les insoumis, ne sait placer, en face de la folie de violence de l'impérialisme qu'une violence plus folle encore, ce qui affaiblit plutôt que de la renforcer la politique de la Russie des Soviets en face du front unique que forme l'Europe réactionnaire.

Et naturellement, le désarmement volontaire par les gouvernements, désarmement promis solennellement au cours de la guerre mondiale, n'a abouti à rien. Que les impérialistes volent leurs conférences de la paix échouer, le fait qu'ils ne prennent pas même leur Société des Nations ou le pacte Kellogg au sérieux, tout cela n'a rien qui doive inquiéter les travailleurs. Car l'impérialisme ne peut rien apporter d'autre au monde qu'un « paix » impérialiste, un armistice entre deux conflits sanglants, caractérisé par l'exploitation plus intensive de la classe ouvrière. Si les impérialistes avaient pu se mettre d'accord au cours de leurs conférences internationales, cela aurait simplement été sur le partage du butin réalisé dans l'épuisement des peuples de couleur et de race blanche. Que les capitalistes ne puissent éviter les conflits entre eux, ce n'est pas une catastrophe pour le travailleur, pourvu que celui-ci soit absolument déterminé à ne s'y laisser entraîner sous aucun prétexte et à en tirer parti autant que possible. En cas de déclaration de guerre, c'est par la grève générale et l'insoumission qu'il renversera la force maléfaisante de l'impérialisme et organisera une société où régnera une paix véritable, c'est-à-dire la paix prolétarienne. Il est temps de s'y préparer, la situation est sérieuse : les insoumis et objecteurs internationaux montrent l'exemple.

Le peuple des Indes, lui aussi, semble avoir compris la vraie tactique — le refus de payer l'impôt — contre laquelle le militarisme se heurtera en vain. Il appartient au peuple de prendre, à l'instant, ses responsabilités en face de ce mouvement, de refuser toute collaboration au militarisme. Travailleurs de tous les pays ! Propagez l'action directe contre la guerre et les préparatifs belliqueux. Prenez ouvertement fait et cause pour les insoumis militaires. Préservez vos enfants des mensonges qu'on leur sert dans les écoles. Organisez la contre-guerre et la révolution sociale dans les ateliers mêmes, par la création de noyaux antibelliqueux. Contrôlez votre production, signalez les transports d'armes. Cessez la fabrication de munitions et de matériel de guerre. Envisagez, de concert avec vos camarades d'atelier et de vos organisations professionnelles, les mesures nécessaires à cet effet. Manifestez contre toute extension du militarisme, et, dans la mesure des possibilités, répondez-y par des grèves de la production et de l'impôt. Prouvez par votre action que vous avez compris la leçon de la guerre mondiale !

Le Bureau International Antimilitariste contre la guerre et la réaction.
L'Association Internationale des Travailleurs.

Le Bureau International Antimilitariste contre la guerre et la réaction. L'Association Internationale des Travailleurs.

Le Bureau International Antimilitariste contre la guerre et la réaction. L'Association Internationale des Travailleurs.

Le Bureau International Antimilitariste contre la guerre et la réaction. L'Association Internationale des Travailleurs.

Le Bureau International Antimilitariste contre la guerre et la réaction. L'Association Internationale des Travailleurs.

Le Bureau International Antimilitariste contre la guerre et la réaction. L'Association Internationale des Travailleurs.

Le Bureau International Antimilitariste contre la guerre et la réaction. L'Association Internationale des Travailleurs.

Le Bureau International Antimilitariste contre la guerre et la réaction. L'Association Internationale des Travailleurs.

Le Bureau International Antimilitariste contre la guerre et la réaction. L'Association Internationale des Travailleurs.

Le Bureau International Antimilitariste contre la guerre et la réaction. L'Association Internationale des Travailleurs.

Le Bureau International Antimilitariste contre la guerre et la réaction. L'Association Internationale des Travailleurs.

Le Bureau International Antimilitariste contre la guerre et la réaction. L'Association Internationale des Travailleurs.

Le Bureau International Antimilitariste contre la guerre et la réaction. L'Association Internationale des Travailleurs.

Le Bureau International Antimilitariste contre la guerre et la réaction. L'Association Internationale des Travailleurs.

Le Bureau International Antimilitariste contre la guerre et la réaction. L'Association Internationale des Travailleurs.

Le Bureau International Antimilitariste contre la guerre et la réaction. L'Association Internationale des Travailleurs.

Le Bureau International Antimilitariste contre la guerre et la réaction. L'Association Internationale des Travailleurs.

Le Bureau International Antimilitariste contre la guerre et la réaction. L'Association Internationale des Travailleurs.

Tardieu, Hindenburg... ...et d'autres

Le dictateur du Reich français et le maréchal-président de la République allemande se disputent les honneurs de l'actualité. Tous deux crânent, paradent, triomphent politiquement avec une certaine insolence, président à des mascarades patriotiques qui pourraient paraître bouffonnes si l'on négligeait ce qu'elles indiquent d'inquiétant. Tous deux symbolisent assez lourdement la grosse réaction nationaliste, appuyée sur des millions de citoyens moyens et disciplinés.

Je ne voudrais moins instituer ici de parallèle entre le vainqueur de Tannenberg, « criminel de guerre » selon le traité de Versailles, et le négociateur de ce traité et de quelques autres affaires. Je ne voudrais pas risquer, par une comparaison, de froisser les susceptibilités de tel patriote allemand ou français, s'il s'en trouve parmi les lecteurs de ce journal. Chacun est réussi dans son genre.

Il y a quelque temps, Tardieu paltrait chez les anciens combattants. C'est une chose digne d'attention qu'il y ait des anciens combattants pour se grouper autour d'un Tardieu ou de tel autre du même genre. Les mêmes, sans doute, que ceux qui trouvaient normal de former le cortège funèbre de Foch ou le défilé en l'honneur de Clemenceau. Des gens à qui d'avoir fait la guerre n'a même pas appris à la détester, elle et ceux qui la mènent et ceux qui en profitent.

Hindenburg, lui, célébrait l'affranchissement de la rive gauche du Rhin, affranchissant la présence des derniers soldats français. Il le célébrait en compagnie de ses chers amis « Casques d'acier », dont il avait formellement exigé la présence à ces fêtes, qui n'allèrent pas sans quelques assommes par les éléments les plus résolument patriotes de ceux d'un moindre chauvinisme.

Les Allemands se sont conduits, d'ailleurs, d'une façon bien déplaisante. Lors du départ de « nos » troupes, ils ont manifesté leur satisfaction de la façon la plus impolie. Ils ont molesté laidement les jolies filles qui avaient eu l'imprudence de sourire aux occupants. Et ils ont réagi assez sauvagement contre ceux de leurs compatriotes qui s'étaient mis du côté des Français et combiné des intrigues plus ou moins séparatistes.

De ces procédés, notre presse s'émue, moins à cause de ce qu'ils ont de sauvage que pour ce qu'ils ont de désagréable pour « notre prestige national ». Parce que, par ailleurs, elle s'émue assez peu de la façon dont sont traités les sujets français indochinois, par exemple, suspects de manquer de « loyalisme ».

On récrime donc contre ces boîtes que l'évacuation anticipée de la Rhénanie n'a pas suffi à amadouer, qui aspirent à la revanche, comme les braves Français d'après 1870. Et on voit se développer, en effet, un bien joli mouvement raciste, celui des hitlériens, des social-nationalistes, des chevaliers de la Croix gammée, qui dénote le maximum de toutes les beautés du fascisme, de l'antisémitisme et de l'ultra-nationalisme. Ceux qui ont, d'ailleurs, accepté ou imposé de faire payer au peuple allemand les charges des plans Dawes ou Young, qui contribuent à aggraver sa position ont hier fait ce qu'il fallait pour faciliter l'extension d'un tel mouvement.

Cependant, nos ultra-nationalistes à nous s'inquiètent et s'agitent. Ils prévoient, à certains signes, qu'il faudra bientôt, ou remanier la carte de l'Europe faite par la Victoire, ou refaire la guerre pour la conserver. Déjà Mussolini forme le « faisceau » des Etats mécontents, presque tous imprégnés, d'ailleurs, de ses propres méthodes politiques, auquel il s'efforce d'agréger la Russie des Soviets, ce qui serait assez édifiant.

Si leur opinion est exacte, quelle belle ironie ce serait-là ! Ainsi, même à leur point de vue patriotique, les quatre années de guerre endurées auraient été purement inutiles, puisque tout ce qui en a été le résultat serait ou à défaire ou à refaire, et cette fois-ci en le payant encore plus cher que la première fois, vu les progrès faits par l'art militaire, et avec moins de chance de succès, parce qu'il est peu probable que les coalitions se formeraient dans les mêmes conditions que l'autre fois.

A peine signé, le traité de Versailles a commencé à être entamé en effet, et ce n'est pas fini.

Cependant, personne ne pose la question sacrilège de savoir à quoi a servi la continuation obstinée de la grande guerre et la politique de jusqu'au-boutisme.

D'abord, parce que trop de gens l'ont pratiquée, depuis les ultra-droitières jusqu'à Marcel Cachin inclus. Et puis, parce qu'on le garde soigneusement en réserve, avec les trapeaux des régiments dissous, pour s'en resservir à la prochaine occasion.

EPSILON.

Docteur A. CAUDUCHEAU

Contre un fléau

Comment on se préserve des maladies sexuelles.

Prix : 5 fr. 75. — Franco 6 fr. 35.

X.

Les Assurances sociales

(Suite de la 1^{re} page).

C'est bien là la question. La somme trouvée indiquera évidemment la limite supérieure au-dessus de laquelle devra jouer la loi des Assurances sociales parce que, jusqu'à cette limite, le gain de l'ouvrier sera soit en dessous, soit à égalité avec la dépense d'entretien. Si le gain est plus élevé que la dépense, on pourra admettre que la différence représente le pouvoir de capitalisation de l'ouvrier en vue de sa retraite qu'il constituera de lui-même par placements successifs et cumulés selon les règles de l'économie bourgeoise.

Un document que j'ai sous les yeux et qui n'est autre que le rapport de la Commission Centrale chargée de la révision des index du coût de la vie par rapport à 1914, me permettra de serier les besoins de la famille ouvrière suivant leur ordre de grandeur relative.

Je transcris :
Alimentation, 60 %.
Chauffage, éclairage, 5 %.
Loyer, 10 %.
Habitement, 15 %.
Divers (transports, cinéma, journal, tabac, médecin, coiffeur, savon de Marseille, lessive), 10 %.
Total : 100 %.

Je pourrais peut-être faire observer, en passant, que cette fameuse Commission se livre encore le doigt dans l'œil en estimant à 10 % de la dépense totale le coût du loyer, car alors quel ne serait pas le salaire qui devrait réclamer, en vertu de ce pourcentage, le propriétaire qui est contraint de payer jusqu'à 3 et 4.000 francs de loyer pour un malheureux logement ? Au surplus, consultez Messieurs les architectes et géomètres.

Aussi fausses qu'elles puissent être, conservons les valeurs relatives données par les statisticiens gouvernementaux et retenons que l'alimentation intervient à elle seule pour 60 % de la dépense totale d'entretien.

Si nous parvenons à chiffrer ces 60 %, une simple règle de trois nous livrera le montant de la dépense que nous cherchons.

Un ouvrier, pour être ouvrier au sens péjoratif que tout bon bourgeois chippophile attache à ce mot, ne vit pas exclusivement d'amour et d'eau fraîche — (on l'admettrait encore, à la rigueur, pour cet ouvrier qui, à Saint-Christophe-de-Javel et de Citroën, figure la paresse, n'est-ce pas Mualdès ?) — il lui arrive de manger de la vache enragée plus souvent qu'à son tour, parfois il « bouffe des briques », mais ce ne sont pas là aliments substantiels à introduire dans une ration standard.

Comment établir et calculer cette ration ? Devons-nous en appeler à Brillat-Savarin, aux collaborateurs culinaires de « Paris-Midi », aux matras-coqs du Berry ? Nous en appellerons simplement à la physico-chimie en bénéficiant de la science bourgeoise de nous fourbir des armes.

Le savant professeur Armand Gauthier, une des sommités de la chimie organique en France, a étudié les phénomènes qui ont leur siège dans le corps humain, sous l'angle calorifique, si je puis ainsi dire, et il a trouvé qu'un homme de poids moyen (66 kilos) à l'état de repos avait besoin de 2.800 calories par 24 heures. Si cet homme travaille modérément, la ration calorifique passe à 4.130 calories qui sont utilisées de la façon suivante :

27,25 % se transforment en travail interne (travail des muscles respiratoires et du cœur) et en travail externe ;

28,75 % se perdent par la sueur et l'eau expirée ;

44 % se perdent par rayonnement du corps ou sont absorbées par l'échauffement de l'air aspiré, des aliments et des boissons pris froids.

(L'autorité du savant véritable Armand Gauthier ne peut être refusée par des « officiels » qui admettent les expertises d'un Bayle et d'un Amy. Du moins, nous ne pensons pas qu'ils en aient l'audace.)

Admettons que l'ouvrier travaille, voyage compris, 10 heures sur 24. Il aura besoin par jour de :

10 14
4.180 x — + 2.800 x — = 3.400 calories.

24 24

Ces calories, qui est-ce qui les fournira ? Les aliments.

Ici encore la chimie vient à notre secours. La science exprime en calories précisément la valeur alimentaire des denrées. Il existe, dans les formulaires, des tables qui nous montrent qu'un kilo de pain produit 2.600 calories et ainsi de suite pour la viande, les légumes, etc.

En me servant d'une de ces tables, que je regrette de ne pouvoir reproduire ici, j'établis la ration standard comme suit en prenant cette précaution de forcer légèrement les quantités qui fournissent la calorie-vivre au plus bas prix, ceci dans le but d'éviter le reproche d'avoir composé pour les besoins de ma cause un menu de Sardanapale. On jugera qu'il n'en est rien :

Quantité de denrées alimentaires en poids susceptibles d'être consommées par un homme de poids moyen se livrant à un travail modéré, équivalence calorifique : 3.400 calories-jour.

Pain	700 gr.	1820 calories
Beurre	30 —	222 —
Saindoux	20 —	168 —
Viande	125 —	250 —
Légumes verts ..	300 —	90 —
Légumes secs	80 —	270 —
Pommes de terre ..	200 —	200 —
Fruits secs	60 —	130 —
Café	20 —	20 —
Sucre	20 —	80 —
Vin	250 —	150 —

1805 gr. 3400 calories

Il me reste à chiffrer la dépense. Pour ce faire, point n'est besoin de consulter les savants et les formulaires. Il me suffit de m'adresser à la première ménagère venue, à l'une de ces braves femmes qui font quatre fois le tour du marché avec cinquante francs en poche et qui s'en reviennent avec trois fois rien dans leur filet... et le portemonnaie vide.

Tableau de la dépense journalière moyenne pour l'approvisionnement sur le marché parisien des vivres nécessaires à l'alimentation d'un ouvrier moyen :

Pain	2 fr.	le kilo. Coût	1 40
Beurre	22 —	—	0 66
Saindoux	13 —	—	0 26
Viande (moy.) ..	20 —	—	5 —
Légumes verts ..	8 —	—	2 10
Leg. secs (moy.) ..	16 —	—	1 28
Pomm. de terre ..	1 20 —	—	0 24
Fruits secs....	10 —	—	0 60
Café	23 —	—	0 46
Sucre	4 —	—	0 08
Vin	2 50 —	—	0 62

Total..... 13 »

A ce chiffre, il convient d'ajouter : pour les déchets sur viandes et légumes, 10 % ; 0,75 ; pour les condiments, épices, huile, vinaigre ; 0,75 ; pour la cuisson au gaz (le gaz actuellement livré par les Compagnies au prix de 1 fr. 10 le mètre cube est dépensé et contient des éléments incalculables, son pouvoir calorifique est très faible) : 1 fr. 25 par personne et par jour.

La dépense alimentaire réelle pour l'ouvrier s'élève par conséquent à :

13 fr. + 0,75 + 0,75 + 1,25 = 15 fr. 75

A quelque variante près, la ration de la femme qui, elle aussi, travaille, et la ration de l'enfant en voie de formation ou de croissance reviendront sensiblement au même prix que celle de l'homme. Et, en définitive, notre famille ouvrière dépensera par jour, rien que pour sa nourriture :

15 fr. 75 x 3 = 47 fr. 25

soit par an :

47 fr. 25 x 365 = 17.250 francs.

Cette somme représente, avons-nous dit, d'accord avec la Commission Centrale, 60 % de la dépense totale d'entretien ; par suite celle-ci atteindra :

17.250 x 100

— = 28.750 francs.

60

Ce résultat m'autorise à soutenir que le chiffre limite fixé, dans le cas considéré, par les auteurs de la loi des Assurances sociales, le chiffre de 20.001 francs, au-dessus duquel l'ouvrier se transforme en capitaliste est de haute fantaisie.

Je démontre (sous réserve que le pourcentage officiel admis pour les frais d'alimentation est bon) qu'il faut que l'ouvrier gagne au moins 28.750 francs par an pour « joindre les deux bouts ».

Mon calcul est conduit rationnellement et impeccablement. On peut discuter sur quelques points de détail, modifier la composition de la ration, corriger peut-être certaines valeurs ; le résultat trouvé ne saurait s'écarter sensiblement du mien. Si j'ai une crainte, c'est plutôt celle d'avoir sous-estimé.

Et pourtant le gain annuel de 28.750 que mon calcul assigne comme minimum à l'ouvrier qui a l'entretien, d'une famille de trois personnes, paraît scabreux à l'ouvrier lui-même.

Si, en effet, je réduis le salaire annuel sur 250 jours environ de travail effectif (chômage déduit) à 8 heures par jour, j'atteins un taux de l'heure de l'ordre de 14 à 15 francs. Or les revendications ouvrières les plus audacieuses ne vont guère au delà de 7 francs !

C'est une question de savoir comment l'ouvrier parvient à se débrouiller avec un pareil salaire, une question de savoir de quelles conditions alimentaires et autres il s'accommode ? Mais je le dis, tant que l'ouvrier, quel qu'il soit, s'inscrustera dans sa condition d'ouvrier avec des points de repère pris sur le chantier, tant qu'il n'élargira pas ses horizons et ne posera pas, avec l'audace d'un homme qui veut vivre en homme, des revendications noblement et amplement humaines, il n'y a pas de syndicalisme qui vaille, l'ouvrier restera l'ouvrier, c'est-à-dire un être très proche de la bête de somme, ceci dit sans aucun mépris pour la victime, car l'ouvrier est, d'une façon générale, le producteur, est la victime d'un ordre social absolument inique contre lequel nous nous insurgons.

Au demeurant, je me proposais de démontrer l'anémie ou la duplicité des perfectionneurs de la loi des Assurances dites sociales. C'est chose faite.

RHILLON.

P.-S. — Depuis Bakounine, Proudhon et les socialistes populaires de 89, les anarchistes ont toujours soutenu que la production devait procéder de la consommation et que les besoins normaux devaient « conditionner » les ressources : à chacun selon ses besoins ; de chacun selon ses forces.

Le calcul, les chiffres prouvent, qu'en régime capitaliste caractérisé par l'appropriation et l'accaparement privé des fruits du travail collectif et l'hypertrophie des fonctions parasitaires, les besoins naturels du travailleur ne peuvent être satisfaits. Un tel régime implique un état de famine endémique dans les populations ouvrières, situation mal camouflée par l'extension en surface d'un faux luxe.

La réalité démontre, d'autre part, que la soi-disant amélioration du sort de l'ouvrier par voie de réformes et de lutte pour le salaire est illusoire. L'ouvrier retombe toujours au même point, tel l'écureuil en cage. Seule la littérature ouvriériste, petit-bourgeoise la pourvoir d'un confort factice, inconstant et évanescence (philosophie de la salle de bain, du costume tailleur et de la T. S. F.).

Alors, la question se pose :

L'ouvrier intelligent, l'ouvrier qui ne veut pas être une bête de somme, dispose-t-il des moyens individuels ou collectifs de s'abriter, de se protéger contre la déprimante exploitation, contre l'effroyable persécution étatique et capitaliste ? Quels sont ces moyens ?

Nous avons envisagé, à un certain moment, l'inertie, le « co-carny » comme moyen de résistance directe, adéquat aux circonstances.

Nous sommes de plus en plus convaincus que l'inertie s'impose au travailleur réfléchi. Elle n'exclut pas l'énergie revendicatrice. Loin de là, elle ne peut que lui donner plus de force.

Rh.

DANS LE JARDIN D'AUTRUI

L'éditorial du *Réveil anarchiste* de Genève retrace victorieusement les stupides des marxistes pariant « d'anarchie capitaliste ». Pierre Besnard dit les dangers des accords momentanéux tournant toujours au compromis. Un article sur le récent Congrès du P. C. russe donne, au moyen d'une citation extraite d'un organe officiel, un démenti éloquent aux affirmations de prospérité. Il est vrai que les dirigeants bolchevistes sont passés maîtres en l'art de faire préparer les vessies pour des lanternes. Remarquons toutefois que le discours de Staline n'est pas sans analogie avec ceux de l'Homme de la « Ngoko-Sangha ». Un article intitulé : « Raison et déraison » situe bien de quel côté sont les touts dans la société actuelle.

L. Barbedette montre ce que sont, en réalité, les « miracles » de Lourdes et d'ailleurs, entreprises commerciales pour le plus grand profit des affairistes de toutes les religions.

Dans la *Voix libertaire* du 12 juillet, Sébastien Faure termine un article par tant pour titre : « Si la guerre éclate... » Cet article répète en substance ce que notre camarade a dit à notre récent meeting, c'est-à-dire que les anarchistes n'ont pas à participer à une guerre, quelle qu'elle soit.

V. Spielmann montre ce qu'est la justice arabe : un colon meurtrier d'un indigène est acquitté, la mort de l'Arabe étant portée au compte de sa rate hypertrophiée (sic) et d'un coup malheureux. Deux indigènes, accusés sans l'ombre d'une preuve de l'assassinat d'un colon, sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité sur des présomptions inconsistantes. Et ils avaient eu la chance de tomber sur un avocat général relativement indépendant. C'est dans la norme du régime. Raoul Dutilleul prend le tout-puissant Monmousseau en flagrant délit de contradiction. Il est vrai... (Voir plus haut). L. Barbedette parle d'une étude de l'astronome Khari-tonov donnant une explication athéiste de la formation du monde et de celle de l'atome. N'ayant pas eu connaissance de l'ouvrage en question, nous ne pouvons en parler, mais même si l'auteur se trompe, sa tentative est intéressante, puisqu'elle contredit la thèse de l'Eglise et celle de prétendus libres-penseurs qui remplacent Dieu par le terme abstrait de « Nature ». « Les chants profonds de la Révolte », tel est le titre d'un papier de Bailly, saupoudré comme d'ordinaire de force et... ?... nourri de Nietzsche. Bailly nous permettra de douter que la Volonté de puissance soit « accoucheuse de la Volonté d'harmonie ». Le Zarathoustra nietzschéen est, d'ailleurs, une mauvaise référence. Il suffit de le relire pour se rendre compte que la raison du philosophe avait déjà sombré à cette époque.

A noter également, dans le même numéro, une intéressante chronique de la vie régionale et divers petits articles. Dans l'*En-Dehors* de juillet, qui le relève comme il convient, un ordre du jour d'une section de mutilés protestant contre la présence d'un ancien déserteur dans une commune. A signaler que ladite protestation fut insérée dans un organe radical, ce qui n'a rien pour nous étonner.

Le même numéro donne un extrait de Benjamin Tucker établissant la distinction nécessaire entre l'association volontaire et l'Etat oppresseur. L'intéressante étude sur les milieux en commun se continue par le fouriérisme aux Etats-Unis ; cette étude n'en est encore qu'aux projets. Une observation à faire sur l'histoire de la période oweniste, et qui s'appliquera vraisemblablement au fouriérisme, c'est que l'auteur ne s'est pas suffisamment attaché à rechercher les causes de l'échec des colonies socialistes. Espérons que lorsque paraîtront les derniers chapitres, cette lacune sera comblée. Exigez critique avec une logique rigoureuse les conceptions dites « naturalistes ».

A noter, dans le même numéro, divers articles, échos, etc., ainsi que le « Film » de Lacaze-Duthiers.

Le numéro de juin de la *Revue anarchiste* a paru il y a peu de temps. Ganz-Allein y continue ses articles. Jules Rivel donne un papier aussi bien venu que le précédent. Léo Claude rend hommage au probe artiste que fut Albin. Lacaze-

Duthiers parle de « La philosophie de la Préhistoire » et nous dépeint l'homme préhistorique sous des couleurs idylliques. Pourvu que le tableau soit exact... Elle Angonin termine sa remarquable étude sur l'Algérie en opposant le fédéralisme anarchiste à l'impérialisme envahisseur. Notre camarade Hoche Meurant donne une « Ballade des *Courriers Indomptés* », parfaite tant dans le fond que dans la forme. Signalons encore une excellente critique des racontars de concierges que J. Grave a eu l'outrecuidance — ou l'inconséquence — d'intituler « Histoire du Mouvement libertaire sous la III^e République », et enfin deux importantes réponses à une enquête sur le syndicalisme. Besnard voit dans le syndicalisme anti-étatique (à l'exclusion des autres syndicalismes) un des principaux facteurs de culture individuelle et de rénovation sociale. « L'action constante qu'il nécessite forme véritablement la conscience humaine : c'est dans la lutte quotidienne, avec ses difficultés répétées, que les hommes apprennent mutuellement à se connaître, à s'estimer, à avoir confiance les uns dans les autres... » C'est la philosophie de l'action. Et Besnard dit sa foi en le syndicalisme fédéraliste. Avec E. Armand, le ton change. Il compare la question syndicale aux mots croisés, mais écrit quand même son article. On se demande avec angoisse ce qu'il donnera lorsqu'il s'agira de choses sérieuses. Armand nie toute valeur éducative au syndicalisme parce que, dit-il en substance, il est basé sur un système de représentations et de concessions aux majorités qui n'a rien d'anarchiste. Pourtant, il accorde le droit aux camarades de faire partie du syndicat qui leur plaît, à la condition, toutefois, de n'y exercer aucune fonction hiérarchique. En somme, ce qui sépare Besnard d'Armand, c'est que celui-ci ignore — ou nie — l'existence d'un syndicalisme fédéraliste et anti-étatique. La question ne peut être résolue en quelques lignes, et en cette matière plus qu'en toute autre, il faut s'abstenir d'affirmations trop tranchantes.

ARGUS.

A LYON

Pour Pons et Blanco

Le 13 juin dernier avait lieu à la Bourse du Travail de Lyon, un meeting organisé par le C. D. S. (Section Lyonnaise) pour protester contre l'extradition de Pons Dillmer et Blanco Martinez. Une bonne salle avait été rassemblée, et l'affaire de ces deux camarades espagnols, menacés d'extradition, intéressa vivement l'auditoire.

A l'issue de ce meeting, l'ordre du jour suivant fut adopté à l'unanimité : « Le Comité de Défense Sociale (Section Lyonnaise) dans son meeting du 13 juin 1930, à la Bourse du Travail, après avoir entendu M^r Loyet, avocat, président de la Fédération du Rhône de la Ligue des Droits de l'Homme, Richard, du S. U. B., et H. Fourcade, de la C. G. T. S. R. »

« Proteste avec énergie contre les décisions prises par le gouvernement français pour l'extradition des camarades Pons Dillmer et Blanco Martinez, qui font actuellement la grève de la faim ;

« Contre les expulsions administratives de plus en plus nombreuses ;

« Demande instamment l'application de la loi du 10 mars 1927, art. 5, qui empêche l'extradition pour cas politiques ;

« Invite tous les gens qui pensent, à réclamer avec lui une stabilité plus grande pour les travailleurs étrangers qui se trouvent être dans ce pays, se prétendant libre, à la merci absolue des forces de police »

Le C. D. S. de Lyon, encouragé par le succès de ce premier meeting et muni d'une documentation complète, a décidé de faire un second meeting le 25 juillet prochain, à la Bourse du Travail. Il est temps encore de tenter une action qui, nous l'espérons, portera ses fruits. Le gouvernement actuel, régime de fascisme est disposé, par tous les moyens, à réprimer tout mouvement de défense de la part des travailleurs. Il faut que, devant la répression toujours grandissante, le gouvernement se trouve en face d'une masse prête à lui tenir tête et décidée à n'opposer point par point aux injustices et iniquités quotidiennes.

Le Comité de Défense Sociale
(Section Lyonnaise).

ALGER

La révolution sera anarchique ou ne sera pas

Je reprends une phrase relevée par Malatesta dans son article sur « Les anarchistes d'aujourd'hui », paru dans le « Libertaire » du 5 juillet. Je crois que ce n'est pas une phrase qui ne signifie rien ou qui exprime une sottise.

En effet, il ne peut en être autrement. Si la révolution est internationale, c'est alors que les Etats seront détruits ainsi que les armées ; les frontières n'existeront plus. N'aurons-nous pas déjà atteint un stade anarchique lorsque nous aurons détruit : patries, capitalisme, armées et frontières ? Cette révolution-là, et selon ce que je crois, il ne s'agit que de celle-là lorsque les camarades prononcent cette phrase, cette révolution n'a encore jamais existé. Il y eut des révolutions : il n'y a pas encore eu « la révolution sociale ».

Il ne faut pas compter faire l'éducation des masses avant la révolution, évidemment, comme le dit Malatesta ; combien de siècles cela demanderait-il, et même y parviendrions-nous ?

Mais alors, si après une révolution partielle se forme un nouveau gouvernement, alors il nous faudra combattre encore le gouvernement institué par le peuple révolutionnaire ? Nous serons donc toujours en perpétuel combat et dans ce cas, nous ferons acte d'autorité si nous employons la violence pour imposer nos conceptions.

Qui, ayant un tempérament anarchiste, nous ne pourrions pas obéir à ce gouvernement, nous lui refuserions notre concours soit pour l'impôt, soit pour le service militaire. Les exemples et les simples conseils suffiraient-ils alors à convaincre la masse que nous avons raison et qu'en effet, l'on peut fort bien se passer d'autorité, que cela n'en vaut que mieux ?

Et alors, avons-nous besoin d'attendre ce moment pour préparer l'anarchie ? Non, nous pouvons déjà dès maintenant, travailler à la grande révolution sociale par plus d'internationalisme. L'espérance est une aide précieuse, servons-nous-en. Correspondons davantage avec les camarades des autres pays, mettons-le plus possible en rapport avec eux. Il faut que la distance, les frontières ou le langage ne soient plus aucune entrave à la création de liens directs entre les éléments des divers pays ; il faut dès maintenant travailler à la grande révolution sociale par plus d'internationalisme en aidant par tous les moyens aux soulèvements qui ont lieu dans tous les pays, même si ces soulèvements sont d'origine autre qu'anarchiste, mais VRAIMENT révolutionnaires (1) et en nous efforçant de leur donner une orientation libertaire.

Marguerite SEPSA.

COURSAN

La main-d'œuvre agricole

Dans son numéro du 25 avril « l'Echo d'Alger » a publié le compte rendu d'une réunion de colons et de représentants de la région d'Orléansville.

Après avoir discuté sur la situation économique de l'agriculture, particulièrement difficile, par suite des hauts prix des matières nécessaires, telles qu'engrais, machines, etc., et la baisse des produits récoltés, blé, vin, etc., il a été trouvé inadmissible que les prix de la main-d'œuvre restent stationnaires.

Voici d'ailleurs, avec toute son éloquence, l'ordre du jour qui a été adopté : « Les colons et employeurs de la région d'Orléansville réunis le samedi 19 avril 1930, à l'effet de discuter de la main-d'œuvre, déclarent : Qu'à partir du lundi 21 avril prochain, les salaires des ouvriers agricoles seront établis comme suit : Ouvriers ordinaires, 8 francs ; bons ouvriers 9 francs ; très bons ouvriers, 10 francs ; femmes, 5 francs ; enfants, 4 et 5 francs.

Qu'ils s'interdisent toute surenchère. Qu'un vœu sera envoyé aux Pouvoirs Publics demandant que les Administrations régissent le prix de leur main-d'œuvre et qu'elles n'entreprennent pas de gros travaux au moment où les travaux des champs et les exigences de l'agriculture nécessitent une main-d'œuvre abondante.

Il s'engageant à respecter les décisions ci-dessus et à ne jamais troubler l'entente de tous sans laquelle aucun résultat positif ne serait obtenu ».

Si de telles déclarations venant de la part d'organisations capitalistes nous aident à comprendre les révoltes des malheureux indigènes qui partent à travers le monde tentant de secouer la domination impérialiste,

elles ne doivent pas laisser la classe ouvrière indifférente.

En tenant d'atténuer les effets de la crise viticole par la baisse des salaires, les colons d'Orléansville, donnent au capitalisme agraire, un exemple contre lequel les organisations ouvrières ne sauraient trop lutter.

Seul un syndicalisme de masse débarrassé de toute ingérence politique et philosophique, peut arrêter l'offensive patronale. Puissent les ouvriers le comprendre à temps et particulièrement dans notre région viticole.

BORDEAUX

Le militarisme à l'œuvre

C'est le 23 juillet que vont comparaître, devant le tribunal militaire de Bordeaux les 21 détenus militaires du pénitencier militaire de l'île d'Oléron, inculpés de mutinerie il y a plusieurs mois, les prisonniers lassés des mauvais traitements de l'administration pénitentiaire, résolurent de manifester leur mécontentement. Ils se barricadèrent dans une salle à l'aide de tables et de bancs et chantèrent l'« Internationale ». Assiégés par les gendarmes, sans provisions, sous menace d'être fusillés, les vaillants protestataires tinrent bon néanmoins pendant plusieurs jours à la meute déchaînée. Vaincus par la famine, ils furent contraints d'arrêter leur manifestation et la répression fut féroce. Victimes d'un passage à tabac en règle, 21 camarades furent désignés comme étant les meneurs. C'est pour cela qu'ils vont affronter les rigueurs du tribunal militaire de Bordeaux.

Venant après les retentissants événements de Calvi, à l'heure où la bourgeoisie effectue une répression sans cesse accrue contre les organisations ouvrières, pour préparer la prochaine dernière guerre, le procès des mutins d'Oléron revêt une importance de premier plan dans la lutte révolutionnaire. C'est pour cette raison que la classe ouvrière se doit de leur manifester sa solidarité la plus étroite. Mais les temps sont tristes, la presse régionale bourgeoise, dite de gauche, n'en fait aucune mention et ne parle encore moins de leur apporter une aide quelconque. Les syndicalistes et les anarchistes ne peuvent s'en désintéresser, il y a là un cas qui met en évidence tous les méfaits du militarisme, avec ses conséquences les plus brutales, qu'il importe de dénoncer aux yeux du peuple.

Ils n'y failliront pas.

Lenormand.

TOULOUSE

Toujours... pour la prochaine

Toulouse a, comme toutes les grandes cités, quelques petits jardins d'agrément, où une certaine quantité de rentiers et petits-bourgeois, encombrant accompagnés de leur poule de luxe, essayant sous ces magnifiques ombrages, de se distraire afin de trouver le temps moins long. Tout comme à Paris, le bois de Boulogne ; Lyon, son parc de la Tête d'Or, nous avons ici, nous aussi, le Parc Toulousain.

Là, les petits des prolos à qui leurs parents ne peuvent offrir le luxe de les envoyer à la mer ou à la montagne pendant les grandes chaleurs, comme le font ces bons bourgeois fatigués de traîner dans les villes, s'y font accompagner, si la maman peut disposer d'un après-midi ou d'un petit moment de la journée, pour jouer dans ce parc qu'ils ont le droit de revendiquer pour eux également. Mais, ce parc est aussi le rendez-vous de ces galamards qui ne trouvent rien de mieux que de faire folâtrer sur cette pelouse si attrayante, les fils à papa, futurs chefs militaires, sans cœur et sans entrailles qui, perchés sur leurs chevaux, se livrent à des exercices dangereux non pour eux, ce qui nous laisserait indifférents, mais pour les autres, tous ces petits mîches qui regardent d'un air méprisant ces individus qui ne trouvent rien de mieux que de les empêcher de jouer à leur aise.

Les futurs officiers sont fiers sur leur monture qu'ils ne sont même pas capables d'astiquer. Ils ont l'air de quelqu'un, car l'avenir, pour eux, ne sera fait que d'orgueil et de gloire, de domination et d'exploitation. Jeunes, ils sont déjà haïs par les jeunes à qui ils reviennent de parc qui, en régime démocratique, devrait appartenir à tous.

Adultes, ils seront reniés par les autres hommes, par ceux qui pensent et qui n'admettent pas qu'ils vivent grassement à la sueur du peuple.

Tous ces pourvoyeurs de Biribi et de charniers n'auront plus de place parmi les autres hommes dans une société libre et équitable.

Propagande régionale

Les camarades du groupe de Toulouse, désirent organiser pendant l'automne et l'hiver

1930-31 une série de tournées de conférences qui seront organisées comme suit :

1^{re} du 1^{er} au 15 octobre, orateur Bastien ;
2^e du 1^{er} au 15 novembre ou décembre, orateur Vailaux ;
3^e du 1^{er} au 15 janvier 1931, orateur Huart ;
4^e du 1^{er} au 15 février, orateur Loraux ;
Pour mars, nous avons pressenti le camarade Besnard ;

5^e du 1^{er} au 15 avril, orateur Bastien.

Font appel à tous les groupes de la région qui désirent participer à ces tournées et les invitent à se mettre d'ores et déjà en relation avec le groupe de Toulouse.

Pour faciliter les groupes participants et afin d'alléger autant que possible les frais occasionnés par une tournée, nous avons envisagé la création d'une caisse de solidarité pour la propagande régionale. Cette caisse serait alimentée par des cotisations ou versements effectués par les groupes intéressés, dans la mesure de leurs moyens, jusqu'à concurrence de la somme que nous jugeons nécessaire et fixons en l'occurrence, pour le commencement de ces tournées à 1.500 francs minimum. Il va sans dire que les groupes donneront selon leurs moyens, exemple : un groupe verse aujourd'hui 5 francs, un autre 30 francs et vice versa demain. Nous ne fixons pas les versements à effectuer, nous ne fixons pas la somme nécessaire à la bonne marche de ces tournées, à faciliter le déroulement harmonieux de ce cycle de conférences et des groupes pauvres ou individuellement isolés désirant y participer.

Ces 1.500 francs réunis serviront à couvrir tous les frais occasionnés par une tournée, à savoir : affiches, transport et indemnité journalière de l'orateur. Donc, quand l'orateur est en tournée, les groupes n'ont rien à dépenser, si ce n'est les frais d'hébergement et le timbrage des affiches qui restent à leur charge.

Ces 1.500 francs devant donc servir à couvrir les frais de la première tournée, la caisse de ce fait, serait épuisée et les tournées à venir ne pourraient avoir lieu, à moins de faire un nouvel appel aux camarades afin de la remplir à nouveau. Mais ceux-ci se lasseraient vite de cette façon irrationnelle d'organisation. Nous avons trouvé, et nous croyons qu'elle soit bonne, une solution à ce problème. La voici :

Certains groupes font des entrées payantes, mais nous raisonnons en général une collecte à l'issue de chaque conférence. En versant les sommes recueillies par ces deux manières, dans la caisse primaire. De ce fait, cette caisse ne pourra s'épuiser, étant alimentée à nouveau, après la première conférence de la première tournée, par les entrées payantes ou collecte effectuée pendant celle-ci, et ainsi de suite pour les tournées à venir.

L'état de la caisse sera périodiquement donné par le « Libertaire » et nous l'avisons qu'une douzaine de conférences pour chaque tournée.

Que tous les groupes et orateurs que notre proposition intéresse se mettent en relation et envoient les fonds au camarade Nau Victor, 32, rue Cany, Toulouse.

Pour le groupe de Toulouse :

Le Secrétaire, NAU.

Comité d'Entr'aide

CAMARADES,

N'OUBLIEZ PAS QUE « L'ENTRAIDE » SOUTIEN LES EMPRI-
SONNES ET LEURS FAMILLES.

FAITES DONC UN PETIT EFFORT POUR REMPLIR SA CAISSE.

Adressez les fonds à Charbonneau, chèque postal 653-87, Paris (1^{er}), rue des Roses, 22 (18^e), ou veuillez les remettre au bureau du S. U. B., Bourse du Travail de Paris.

U. A. O. R.

FEDERATION PARISIENNE

Samedi 9 août 1930, 85, rue Mademoiselle (15^e arr.) (Métro : Cambronne)

ASSEMBLEE D'INFORMATION

Ordre du jour :

Discussion sur la loi des Assurances sociales et ses conséquences.
Questions diverses.
N. B. — Cette assemblée est réservée aux adhérents de la Fédération.

LES LIVRES

Lucien Lehman : LA SEULE ISSUE ;

Charles Fraval : HISTOIRE DE L'ARRIERE

Dans le « prière d'insérer » qui est joint à l'ouvrage de Lucien Lehman, on fait entrevoir que le livre peut ne pas plaire à tout le monde — mieux : soulever une tempête de récriminations.

J'ai donc voulu lire attentivement (et j'ai poussé le scrupule jusqu'à faire une deuxième lecture) la dernière production de l'ancien secrétaire de la défunte Université Populaire du Faubourg-Saint-Antoine.

J'avoue avoir été déçu. Non pas que le livre soit dépourvu de bonnes choses ; au contraire. Il y a une condamnation du militarisme et du fétichisme guerrier qui vaut son pesant d'or. Telles pages sur Napoléon mériteraient de figurer en bonne place dans un anthologie pacifiste.

Seulement, il y a, en Lucien Lehman, un dualisme flagrant. D'un côté, il se révèle fougueusement ennemi de la guerre — et, d'autre part, il s'avère un patriote presque aussi fanatique que Poincaré lui-même.

La *Seule Issue* (1) c'est, dans l'esprit de l'auteur, l'indication de l'unique — ou, du moins, du plus efficace moyen à employer pour éviter le retour d'une guerre.

Qu'il me permette de lui dire que, tout bien posé, l'issue qu'il nous indique n'a, pas plus que celles recommandées par les officiels, le mérite de pouvoir seulement atténuer le risque d'une conflagration internationale.

(1) « La Seule Issue » (Ed. Maisonneuve frères), 1 vol. 15 francs.

Le tort de Lehman c'est d'écrire en Français — c'est-à-dire avec tous les préjugés du Français moyen.

Dès le début de l'ouvrage on sent que l'auteur ne tiendra pas toutes les promesses faites par l'annonce de son livre. Il commence par ressasser avec force invectives l'histoire de la responsabilité du Kaiser dans la guerre de 1914. Il nous vante les efforts pacifistes de la France, de la Russie et de l'Angleterre.

Pour cette dernière c'est au moins une affirmation effarante. Quand on sait les efforts tentés par le gouvernement anglais depuis 1905 pour empêcher que l'Allemagne devienne une puissance maritime capable de contrebalancer son règne sur les mers lorsque l'on connaît grâce aux *Mémoires* de l'amiral Fisher (ex-premier lord de l'Amirauté) et compagnon intime d'Edouard VII) le dessein qu'avait ordonné la marine anglaise d'aller « Copenhague » la flotte allemande en 1906 — on ne peut s'empêcher de sourire en entendant formuler cette bourde abracadabrante que l'Angleterre était pacifiste au commencement du siècle.

Que Guillaume II soit un des responsables de la boucherie, soit. Mais il y en a d'autres. Poincaré, George V, Nicolas II ne sont pas tous à fait étrangers au déclenchement de la tuerie. La guerre est venue de la rivalité des impérialismes anglais et allemands, grâce à la complicité des hommes d'Etat et d'affaires de France, de Russie et d'ailleurs. Tous ceux qui jouaient un rôle prépondérant dans les

pays européens de 1905 à 1914 portent le faix de l'assassinat de plus de dix millions d'hommes.

Mais où l'inconséquence de Lehman éclate, c'est à propos de Romain Rolland. Il se déclare content que, pour l'honneur de la littérature française, il se soit trouvé un homme qui osât se placer au-dessus de la mêlée. Seulement, il nous dit, par la suite, qu'il se réjouit pour la France que « les justes n'aient pas été plus nombreux ». Comprenez qui pourra cet imbroglio psychologique !

Pour empêcher le retour d'un conflit, Lehman nous dépeint une organisation nouvelle de la... Société des Nations !

Si nous n'attendons la paix que de cela, nous risquons bien de ne pas tarder à fonder une nouvelle fois la terre de cadavres.

**

Dans un tout autre esprit Charles Fraval s'essaie à dépendre ce que fut le mouvement pacifiste durant la guerre.

Son *Histoire de l'Arrière* (1) est, ma foi, assez bien documentée. La partie réservée à la période préliminaire (1913-1914) trace un portrait assez bien réussi de l'atmosphère politique de la France en particulier et de l'Europe. On y voit l'influence néfaste dont jouissaient les tribulations sur l'opinion publique.

Le rôle ignoble joué par la presse française dans la tension des esprits est dépeint exactement.

Seulement, dès qu'on en vient à la guerre, à côté d'une documentation émérite, on peut voir des lacunes regrettables, des erreurs pitoyables et des appréciations dont le moins qu'on en puisse dire est qu'elles enlèvent beaucoup du sérieux à l'ouvrage.

(1) « Histoire de l'Arrière », (Ed. Jideher), 1 vol. 15 francs.

LA VOIX DE PROVINCE

Lorsqu'on veut faire de l'Histoire, il faut aller très prudemment. Il semble bien que Fraval ait, là, cédé à son tempérament non pas d'historien, mais de pamphlétaire.

C'est ainsi que, nous parlant des premières heures de la mobilisation, l'auteur nous fait assister au départ de cortèges de mobilisés. Il nous dit : « Beaucoup de femmes les accompagnaient qui laissaient librement couler leurs larmes. De quoi demain sera-t-il fait ? Combien, parmi ces couples ne se reverraient plus ? Seuls, quelques incorrigibles « titis » et des malheureux sans foyer s'essayaient à une attitude de bonne humeur ».

Eh bien ! si Fraval avait eu, en 1914, l'âge de pouvoir analyser exactement ce qui se passait dans les rues, il n'aurait pas écrit ces phrases.

Les femmes qui pleuraient ? Oh ! sans doute, il y en eut quelques-unes ; mais je dois bien avouer que le spectacle auquel on assistait aux premiers jours d'août n'était pas du tout honorable pour les femmes. Elles étaient encore plus exaltées que les hommes ; elles vociféraient des : « A Berlin ! » à faire pâlir d'aise les Barrès et consorts. Les femmes, au début d'août — cela va peut-être me valoir l'inimitié de beaucoup, mais tant pis — les femmes ? Pour la plupart, elles auraient presque mis de force les hommes dans les wagons en partance pour la mort.

Oui, ce fut une folie collective. Tout le monde — à part quelques exceptions louables — était pris par la tourmente. C'était presque une partie de campagne que l'on s'offrait.

D'autres encore, plus graves, se glissent dans le bouquin. Voulaient donner des précisions de noms ou d'organisation, Fraval se trompe. C'est ainsi qu'il nous parle de Mgr Dubois, archevêque de Paris, voisinant avec Jouhaux, au Secours Natio-

Louis LOREAL.

TRIBUNE SYNDICALE

A TOUS

Nous informons, une fois encore, les militants, de quelque tendance qu'ils se réclament, que notre Tribune syndicale ne fut ouverte que pour exposer des idées, des faits ayant trait au mouvement ouvrier.

Nous ne voudrions voir dans cette Tribune que des échanges d'idées servant à rapprocher les militants, et non des épithètes plus ou moins dépourvues d'actualité. Il y a des anarcho-syndicalistes dans les trois C. G. T., ainsi que dans les syndicats autonomes. Minoritaires dans une C. G. T. ou militants de tête dans celle autre, tous ont un but commun : faire revivre le syndicalisme révolutionnaire.

Laissons un peu de côté les questions de personnes. Essayons de mieux nous comprendre, de nous unir davantage pour pouvoir lutter plus efficacement.

Nous informons donc les collaborateurs de cette Tribune que, dorénavant, nous ne publierons plus les articles qui risquent de transformer la rubrique syndicale en un champ d'invectives.

LA REDACTION.

Précisions nécessaires

Le Pen me met en cause dans le dernier numéro du Libéraire, au sujet de l'exclusion de F. Mayoux.

Il est tout à fait exact que j'ai répondu à Le Pen que Mayoux avait été exclu de son syndicat et que ceux qui l'avaient exclu subissaient à leur tour le même sort.

Mais l'exclusion de F. Mayoux avait été précédée de l'expulsion de son syndicat, et dans les milieux syndicaux, je pense que Le Pen, vieux militant au courant des choses, savait que Mayoux avait été exclu du Syndicat Unitaire de l'Enseignement des Bouches-du-Rhône.

Si j'avais su qu'il pouvait croire ou supposer que Mayoux avait été exclu de la C.G.T.S.R., comme son article paraît vouloir le dire, j'aurais donné à Le Pen des explications suffisantes pour lui éviter de créer, par sa réponse, une confusion qui, pour être — je veux le croire — involontaire et sans désir évident de nuire, n'en est pas moins regrettable et pour lui et pour la C.G.T.S.R. qui n'est pas en cause.

Pour les cas Marchal et Orgelatti, je laisse le soin de répondre aux syndicats intéressés — qui se sont d'ailleurs déjà expliqués à ce sujet — et au Bureau de la C. G. T. S. R., pleinement qualifiés pour cela. Je suis certain qu'ils s'en acquitteront sans mériter l'injure d'une comparaison avec la justice bourgeoise, avec le seul souci de convaincre Le Pen, une bonne fois pour toutes, qu'il est injuste à l'égard de la C. G. T. S. R., avec laquelle il est idéologiquement d'accord, malgré son adhésion à la C. G. T., dont il est plus que de raison le défenseur bienveillant et inattendu.

Cette contradiction constitue tout le débat. Et c'est ce que Le Pen devrait bien nous expliquer.

Je souhaite que des réponses qui lui seront faites, Le Pen dégage la conviction — qui s'impose à lui — qu'il a beaucoup plus d'adversaires à combattre dans sa C. G. T. que dans la nôtre.

Et je clos la polémique à laquelle je me trouve personnellement mêlé, d'une façon toute incidente, par la seule volonté de Le Pen.

Pierre BESNARD.

C. G. T. S. R.

La direction de la 3^e C.G.T. à Le Pen

Le proverbe n'est pas faux qui dit qu'il faut tourner sept fois sa langue dans sa bouche avant de parler, et il faut en faire de même avec sa plume avant de la tremper dans l'encre, afin de ne pas écrire des bêtises.

Pour ne l'avoir pas fait, l'ex-secrétaire de l'U. F. S. A. s'est vu poser par la C. G. T. S. R. deux questions auxquelles, dans son article du Libéraire du 19 juillet, il ne répond que par des à-côtés.

Ayant un travail beaucoup plus sérieux à accomplir nous ne polémiquerons pas, mais nous enregistrons avec satisfaction l'aveu déguisé de Le Pen, disant qu'il a commis une erreur.

Dans sa haine de la C.G.T.S.R., il en commet d'ailleurs assez, volontaires ou involontaires, nous ne le savons pas, mais elles n'en sont pas moins commises. Quant aux fautes écrites qui veulent être humoristiques, elles ne sont, au contraire, que ridicules pour celui qui les a écrites.

Non, Le Pen, et tu le sais, la C.G.T.S.R. ne s'érige pas, ne s'érigera jamais en tribunal de l'Inquisition, pas plus qu'elle n'exerce pour elle-même le droit de la vie ou de la mort. Quant à elle de lever les inexactitudes... volontaires et les calomnies dont elle est abreuvée par ses adversaires de toujours ainsi que de ses ex-amis.

Pour en terminer, nous disons à Le Pen qu'il n'a vraiment pas de chance, car pour défendre une mauvaise cause il ne peut se servir que de mauvais arguments.

Quant à la C.G.T.S.R., la coalition des uns et des autres ne l'empêche pas et ne l'empêchera pas de continuer et de propager parmi les travailleurs le syndicalisme révolutionnaire qu'elle est seule à représenter dans ce pays.

La « Direction » de la C. G. T. S. R.

D'autre part, nous recevons du Syndicat des cuirs et peaux une réponse, dont nous extrayons l'essentiel — la place nous manquant pour publier le communiqué en entier :

Le Syndicat autonome de la chaussure fusionne avec le coust-main et les tisseurs, dont Marchal était le secrétaire. Le Syndicat unique étant formé, Marchal fut nommé secrétaire. Quelque temps après, il devint contremaître et commença par faire diminuer les salaires et en plein atelier déclara « que ceux qui n'étaient pas contents n'avaient qu'à partir ». Il fit mieux — celui qui défend avec tant d'énergie et de persévérance Le Pen — pendant que des ouvriers d'une usine de la rue Pixérécourt étaient en grève, de contremaître devenu patron, il fit le travail de cette dite usine, exploitant des femmes, empêchant ainsi nos camarades en lutte de continuer leurs revendications pour lesquelles ils combattaient. Mis en demeure de s'expliquer, Marchal déclara qu'anarchiste il ne voulait pas de juges, pas plus bourgeois que prolétaires.

Le Syndicat n'eut aucun mal d'exclure Marchal qui ne vint jamais s'expliquer sur ses actes anti-syndicalistes.

Le Syndicat des cuirs et peaux tient à relever ces faits et déclare qu'il n'y eut aucune exclusion pour délit de pensée.

Pour le Syndicat Unique des Cuirs et Peaux.
Justin OLIVE.

LES EDITIONS DE LA C. G. T. S. R.
Afin de bien définir la position du syndicalisme face à la guerre, la C.G.T.S.R. a cru indispensable d'écrire une brochure intitulée *Le Syndicalisme et la Guerre*.

Cette dernière est sortie de l'imprimerie et est en vente au prix de 0 fr. 50 l'exemplaire. Pour les organisations syndicales, ainsi que les différents groupements en désirant, le cent sera vendu 40 francs.

Cette brochure très documentée est d'ores et déjà vendue à la Vieille Fédération du Bâtiment, 33, rue de la Grange-aux-Belles, au bureau du S.U.B., Bourse du Travail, et au Libéraire.

Pour les commandes, s'adresser au camarade Eugène Juhel, 2 bis, impasse Marées, Paris (XI^e).

LES SYNDICATS OUVRIERS

Les souscriptions au livre écrit par notre camarade Pierre Besnard, semblent se ralentir.

Cependant l'intérêt de ce livre doit apparaître comme indispensable, aussi les syndicats de la C. G. T. S. R. doivent faire une propagande accrue pour trouver de nouveaux souscripteurs, afin de tirer le livre au plus tôt.

Un appel particulier est fait aux camarades des régions du Rhône, du Jura, de l'Ille-et-Vilaine, du Maine-et-Loire, du Tarn, qui n'ont pas encore accompli la propagande nécessaire.

Nous pensons que cet appel suffira pour redonner la vigueur indispensable à la souscription.

Utiliser pour l'envoi des fonds, le chèque postal : Paris c/c 144143, Juhel Eugène, 2 bis, impasse Marées, Paris (XI^e).

En indiquant pour la « brochure » ou pour le livre « Les syndicats ouvriers et la révolution sociale ». Ne se servir de ce chèque que pour les éditions de la C.G.T.S.R.

Pour la C. G. T. S. R.,
Le Secrétaire.

CONVOCAION

Réunion commune de la C.E. de la 1^{re} U.R. et de la C.A. confédérale, ce soir vendredi, à 20 heures 30, lieu habituel.

Présence de tous indispensable.

Syndicat Général des Travailleurs de l'Ameublement

REPONSE AUX BOLCHEVIKS TRAVAILLEURS DU BOIS

Je me trouve mis en cause dans la V. O. du 11 juillet et dans l'*Humanité* du 18 par le Conseil des ébénistes de la rue St-Bernard. Ces camarades me font le reproche d'avoir aidé et réussi à mettre debout un Syndicat « fantôme ». Naturellement dans les papiers précités se trouvent pas mal d'erreurs et de mensonges. C'est la règle chez les bolchevistes.

Anarchiste, je le suis, et vous n'apprendrez rien aux vieux camarades syndicalistes du Faubourg-St-Antoine, même pas à ceux qui ont changé d'idée et qui sont encore parmi vous. Avant 1914 je l'étais et la guerre ne m'a pas fait changer de conviction. Si j'avais été plus souple, je ne serais pas une poussière de syndicat, mais un écolier payé, comme le camarade plein d'esprit qui écrivait le petit papier de l'*Humanité* du 18.

Mais soyons sérieux — comme dit ce copain — et voyons un peu ce que l'on me reproche :

D'avoir repris une adhésion au Syndicat après trois ans et demi et, surtout, d'avoir fait cette adhésion à la 20^e section, section des minoritaires. En voilà un crime ! Cependant, c'est par pur hasard que j'ai pris une carte chez eux. Le camarade Picard peut en faire foi. Me voyant indécis et avec des cartes confédérales dans sa poche, il me fit mon adhésion à sa section. Mais nous n'avons fait aucun pacte et jamais il ne fut question de saboter la C.G.T.U.

Quant au travail de désagrégation que j'ai fait à la minorité, je n'y suis allé que deux fois. Vous savez bien que c'est vrai, mais vous n'êtes pas pour rien des disciples de Bazile ; vous savez manier la calomnie. Mais puisque vous savez si bien établir une fiche de police (moins les empreintes digitales, mais ça viendra !) vous avez oublié de dire qu'Hermann était syndiqué officiellement depuis 1908 et jusqu'en juillet 1926 fut à jour de ses cotisations. En ce qui concerne la radiation, elle n'a jamais été par vous officielle, et vous avez été bien contents que je quitte le syndicat.

Notre nouveau syndicat vous chagrine et c'est pourquoi vous essayez d'ironiser. Force nous est de constater qu'il y a des « fantômes » qui empêchent certains de dormir. Mais la publicité que vous nous avez faite nous a déjà donné l'occasion de discuter avec certains camarades à qui cela a donné matière à réfléchir. De cela, nous vous remercions.

Notre syndicat n'a rien de scissionniste, comme vous l'avez écrit, nous avons fait appel aux syndicalistes fédéralistes de demain. Mais les centralistes à outrance. Nous ne pouvons donc pas faire bon ménage ensemble. Nous sommes libertaires, vous êtes autoritaires ; et nous ne voulons subir la domination d'aucun parti politique, car nous sommes avant tout des syndicalistes.

Vous écrivez que la radiation est automatique, c'est faux. Avez au moins la franchise de dire à vos lecteurs que nous sommes confédérés et adhérents à la Confédération Générale du Travail Syndicaliste Révolutionnaire. Mais vous vous gardez bien de le dire.

Quant aux « Chevaliers de la choline », ils se portent à merveille et ils en souhaitent de même aux vôtres. Car ne faites pas la petite bouche, vous en avez aussi — et des vrais de vrai. — Et puis, en voilà une histoire !

S'il n'y avait pas eu des Chevaliers de la choline avant vous pour monter avec leurs gros sous, la Maison des syndicalistes de la rue Saint-Bernard, nous auriez vous la possibilité de pouvoir la discréditer à votre aise, et peut-être vous l'aurait-il, comme nous, vous réunir chez un bistrot... ou ailleurs...

Mon camarade Philippe, qui est un bon bougre, me souffle à l'oreille : « Tiens, nom de Dieu ! voilà encore dix ronds pour acheter une chandelle pour éclairer la lanterne du commis-voyageur d'en face ». C'est fait. Le Petit Bonhomme.

Syndicat Général de l'Ameublement.

Les camarades du Syndicat sont invités à venir se mettre à jour de leurs cotisations au plus vite à notre permanence, au 170 du faubourg Saint-Antoine, le mardi, de 6 heures à 7 heures et le dimanche matin de 10 heures à midi.

Le Bureau.

AUX ABONNÉS EN RETARD

LE LIBERTAIRE ne pouvant supporter longtemps les frais du service gratuit aux abonnés en retard, ceux-ci ne s'étonneront pas de se voir supprimer s'ils négligent de se réabonner en temps voulu.

Comment ils écrivent l'histoire syndicaliste

L'ami Courtinat a, l'autre jour dans le Libéraire, dépeint les manigances auxquelles se livraient les soi-disant communistes pour emmener son syndicat, qui est autonome corporatif, à la succursale du P. C. de la Grange alimentaire.

Pour mieux arriver à ces fins, les lascar qui savent naviguer sous le vent d'Est de Moscou, avaient fait tirer un prospectus dans lequel quelques néphytes mirent leur talent journalistique et pamphlétaire à contribution.

Dans ce qui voudrait être un article, mais qui n'est qu'une suite de divagations, le citoyen Le Guen, vaguement connu comme militant syndicaliste, me met en cause ainsi que Charbonnier du S.U.B. (sic), au sujet d'une conversation soi-disant échangée entre nous et les délégués tailleurs de pierre à la Commission extrémiste fédérale d'alors.

Tenez-vous bien. Il s'agissait tout bonnement de frapper d'exclusion les membres du P. C. qui tentaient de s'insérer d'un orthodoxie, cependant que pour les besoins de la vérité et aussi pour la gouverne des camarades de la pierre, je m'inscris totalement en faux contre l'assertion du quidam.

L'intéressé donne un avant-goût de ce que serait le bolchevisme s'il était instauré dans ce pays et en fait l'histoire, il ne faut pas picher les comptes rendus de ses commissions exécutives et s'il y trouve une allusion à sa déclaration mensongère, je lui paye son propre poids de croquignoles.

Pour les besoins de sa mauvaise cause, notre homme plein d'un zèle moscovitaire qui mériterait à être mieux éprouvé, a cru bon d'écrire une anecdote d'un mensonge et il a le cynisme d'intituler son ramassis de ragots « Point d'histoire ».

C'est d'un comique désopilant, avant d'écrire l'histoire, mon vieux Le Guen, il faudrait l'apprendre en même temps que l'A. B. C. du syndicalisme.

Les deux ou trois malades de ces gens si elles n'ont pas empêché la terre de tourner, ont tout de même servi à empêcher le glissement du syndicat vers l'abreuvoir moscovitaire, elles auront aussi abouti à démasquer quelques cuistres qui n'ont rien à faire avec le Syndicalisme Révolutionnaire.

Le Tom-Pouce confédéral l'a tellement bien compris qu'il n'a pas insisté outre mesure pour la « rentrée » à la C.G.T.U.

Pour une victoire, c'est une défaite que la menteuse *Humanité* s'est bien gardée d'insérer dans ses colonnes.

Mais j'y pense, pour qui donc prêchait Le Guen lorsqu'il s'insitua patron-entrepreneur ?

Décidément il y a des morts qui sont encore à tuer.

Emile LE CHAPT.

toujours membre de la C. E. de la 1^{re} Fédération du Bâtiment torpillée deux fois.

C. G. T.

TERRASSIERS

Réunion du Conseil, vendredi 25 juillet, à 18 heures, au siège.

Réunion de la Commission du Contrôle, vendredi 25 juillet, à 18 heures, au siège.

Assemblée générale dimanche 27 juillet, salle Bondy Froideval, secrétaire de la Région du Bâtiment prendra la parole pour expliquer le mouvement syndical de la région parisienne. (Pointage de carte).

Le Secrétaire: CATUGIER.

Au secours de Francesco Ghezzi UN PRISONNIER DU GUÉPEOU

TEL EST LE TITRE DE LA BROCHURE ÉDITEE PAR LE COMITÉ POUR LA LIBÉRATION DE F. GHEZZI. DANS CETTE BROCHURE, LE COMITÉ DES AGISSEMENTS DU GUÉPEOU L'ÉGARD DU MILITANT ANARCHISTE EMPRISONNÉ EN RUSSIE.

EN VENTE À LA LIBRAIRIE D'ÉDITIONS SOCIALES, 72, RUE DES PRAIRIES (20^e).

PRIX : 1 fr. 60 ; FRANCO : 1 fr. 70

Comité pour la libération de Ghezzi

Compte rendu financier sur la période allant du 15 novembre au 20 juillet 1930 RECETTES

Souscriptions et prêts
Prêt fait par le Comité de Défense Anarchiste, 300 francs ; Bonnaud d'Angers, 5 fr. 28 ; Comité de Paris, 200 francs, fr. 28 ; Prêt par Ch. An. Ouv., Liège, 20 francs ; Liste No 12, par Dimanche, 371 fr. 50 ; Trau Pierre, 140 fr. 25 ; Cercle Marx-Engels, 50 francs, fr. 70.50 ; Chapellier, 5 francs, fr. 70.50 ; Yania pour cartes Ghezzi, 210 francs ; Liste No 9, par M. Paz, 180 francs ; Inconnu d'Anvers, 25 francs, Liste No 25, par Chambelland 141 francs ; J. Mesnil et camarades, 210 francs, Liste No 29 par camarades esp. 30 francs ; H. Roland Holst, 260 francs ; Liste No 10, Dusseldorf et n° 1 d'Aix-la-Chapelle, 20 marks, 25 et 27 francs belges, 195 francs ; Liste No 18 par D. F.-ov, 141 francs ; Liste par Lilly Wullers, 282 francs ; Camarades espag. de Mons, 25 francs ; Ernest, 12 francs ; Un camarade juif de Bruxelles, 50 francs ; Al. Schw, 10 francs, 14 francs ; Groupe Dielo, Frouda Argentine, 60 francs ; J. Mesnil et camarades, 210 francs ; Al. Schw, 10 francs, fr. 14.10 ; M. Paz et camarades, 73 francs ; Bonnaud (Quête du Congrès de l'Union Anarchiste), 245 francs ; H. Roland Holst, 115 francs ; Eva du Mexique, 357 francs ; Bétolo Idol, 35 fr. 70 ; L. Berton et cam. 97 fr. 50 ; Marguerite, par Yania, 20 francs, fr. 28.20 ; Liste No 32, Pactole par Cr. Nevers, 114 fr. 80 ; Al. Schw, 5 francs, fr. 7 ; Brand, 15 dol., 525 francs ; Tcherniak et cam., 5 pesos Uruguay, Genève, par L. Berton, 50 francs suisses.

Total : 5.059 fr. 30.

Rentrée à ce jour pour vente brochures : 560 fr. 20.

Total des recettes : 5.628 fr. 50 belges ; 50 francs suisses ; 5 pesos d'Uruguay.

DEPENSES

Frais de correspondance, 399 fr. 35 ; Heures perdues au travail par un cam. pour démarches, expédition, compilation et correction brochures, 119 fr. 5 francs, 595 francs. Payé à l'imprimeur pour brochure, 3.672 fr. 15. Frais expédition et diffusion brochure, 172 francs 20 ; Frais de voyage Mons, aller et retour, préparation réunions, 23 francs ; Frais de voyage Duisbourg aller et retour pour réunion en faveur Ghezzi aux Amis du Monde, 264 francs.

Total 5.135 fr. 70.

Restait en caisse au 20-5-30 : 502 fr. 80 belges ; 50 francs suisses, 5 pesos uruguayens.

N.B. — Prière d'adresser omissions ou erreurs constatées à l'adresse ci-dessus indiquée.

LA VIE DE L'UNION

CAISSE DE SOLIDARITE POUR LE CONGRES CAMARADES, GROUPE ADHERENTS A L'U. A. C. R.

Pensez aux décisions du dernier Congrès ; alimentez notre caisse. De votre effort à tous, dépend la réussite du Congrès 1931. Compte rendu financier chaque fin de mois dans le « Lib. ».

Adressez les fonds à : A. Mirande, C. C. 204.44, 33, rue du Change, Toulouse.

PARIS-BANLIEUE

Groupe des 11^e et 12^e Arrondissements. — Notre appel a été entendu au sujet de notre bibliothèque et déjà plusieurs camarades nous ont fait don de plusieurs livres éducatifs. Aussi que tous les camarades libertaires ou sympathisants que cela intéresse, viennent mercredi 30 juillet, au 170 du faubourg Saint-Antoine, à 20 h. 30, où notre bibliothèque se fera un plaisir pour contenter tout le monde.

Groupe du 10^e, 19^e et 20^e. — Réunion du groupe, vendredi, 25 juillet, à 21 heures, au restaurant du Faisan Doré, au premier étage, 28, boulevard de Belleville.

Les camarades du 20^e sont cordialement invités.

Groupe Anarchiste des 17^e et 18^e Arrondissements. — Réunion des militants mardi 29 juillet, à 20 h. 30, 48, rue Duhamel.

Discussion importante. Présence indispensable.

Groupe Régional de Bezons. — Réunion du groupe le samedi 2 août, à 20 h. 30, Café de l'Abbaye, Grande Rue, à Carrières-sur-Seine.

Les sympathisants sont cordialement invités.

Groupe régional de Bezons. — Liste des numéros gagnants : 455 — 50 — 17 — 310 — 394 — 9 — 136 — 276 — 7 — 4 — 376 — 330 — 110 — 319 — 2 — 55 — 242.

Réclamer les lots cette semaine, chez le camarade Blot, 19, rue du Grand-Champ, à Carrières, à partir de 18 heures.

Groupe de Montreuil-Vincennes. — Réunion vendredi prochain, au siège habituel.

Argenteuil. — Les camarades de la région sont cordialement invités à la fête champêtre organisée en faveur de la Maison du Peuple, qui aura lieu le 27 courant, au lieu dit Mont-Joli (près des Cités d'Orgemont).

Moyens de communication : Descendre gare d'Etat, prendre la route d'Enghien et rue d'Epigny.

Ravitaillement assuré.

Livry-Gargan. — On aurait pu croire qu'après les décisions prises dans une récente réunion, l'activité du groupe se serait accentuée. Hélas ! il n'en est rien. Les camarades qui pourraient nous aider à la tâche entreprise, s'en désintéressent complètement. Cependant, à Gargan, il se vend 10 « Libéraires » par semaine. Aux réunions du groupe,

Réponse à Dauphin-Meunier

Le soi-disant anarchiste Dauphin-Meunier, aspirant député — tous les vieux compagnons de la région parisienne se souviennent de la fameuse proposition qu'il fit présenter au C. I. de l'U. A. par le groupe de Bourg-la-Reine — a la prétention de juger les militants du mouvement anarchiste communiste, ainsi que les décisions qui ont été prises par le dernier Congrès l'U. A. C. R.

Les hommes ? Il ne les connaît pas ou mal... Les décisions ? Au nom de quelle théorie, de quelle doctrine les apprécierait-il ? Il n'a pas encore compris (la comprendra-t-il jamais ?) la philosophie libertaire. C'est JEAN GRAVE, triste compagnie ! qui a accepté de publier les élucubrations de cet arriviste. Nulle part ailleurs on ne les eût admises, tellement le but poursuivi est facile à deviner.

Alors que tous les véritables anarchistes communistes se réjouissent de voir les militants de ce mouvement se rapprocher, se tendre la main, il ne voit, lui, de la part de ceux-ci, que manœuvres, mauvaises foi, hypocrisie.

Joli disciple des bolchevistes : PAR SES INJURES, SES CALOMNIES, DAUPHIN-MEUNIER CHERCHE À SEMER LA DIVISION PARMI NOUS ET IL OSE PARLER DE « SCISSIONNAIRES ».

De tels procédés suffisent pour que les compagnons soient fixés et qu'ils sachent où l'on veut en venir.

Dauphin-Meunier serait mandaté par nos pires ennemis qu'il n'agirait pas autrement.

Les camarades de la minorité diront si nos amis sont restés quel devant l'exposé de leurs nouvelles méthodes.

Les compagnons espagnols se chargeront, eux, de rétablir les faits et ils diront ce qu'ils pensent de l'U. A. C. R. et de ses militants.

Quant à nous, nous méprisons de semblables agissements et nous n'en tiendrons plus aucun compte à l'avenir. Dauphin-Meunier étant un de ces hommes avec lesquels les anarchistes sincères se refusent à discuter.

La Commission administrative de l'U. A. C. R.

Boisson, Durand, Girardin, Janier, Lecoq, Lentene, Mualdès, Pételot.

Ont signé cette réponse :

Baudon, Guérineau, Le Meillour, Loréal, Sébastien Faure.

PETITE CORRESPONDANCE

Pierre Champbenoit. — Passe au « Lib. ».

Scarceux. — Bien reçu 2 dollars.

Louis Janin, Louhans. — Donne adresse de l'abonnement.

Canonne Alphonse de Plancuques. — Donne ton adresse à Lucy Huberty (Henriette), 22, rue Boulard, Reims.

Oterabi, Parisot, Soustelle. — Passez à la librairie. Lettres.

Canonne. — Les copains qui connaissent l'adresse de Canonne doivent l'expédier de suite à Lachèvre, 9, rue d'Austerlitz, le Havre. Très important.

quatre copains seulement sont présents (et ceux-ci n'achètent pas le journal à Gargan). Que font donc ces dix autres camarades ? S'enfuit-ils trop leur demander que d'assister régulièrement aux réunions qui ont lieu tous les premiers et troisièmes samedis du mois ? Allons, camarades d'idées et sympathisants, un petit effort et assistez tous à la réunion du samedi 2 août, à 21 heures, salle Coulon, rue de Paris. Il est nécessaire qu'un groupe fort subsiste dans la région.

N.B. — Il est rappelé qu'une bibliothèque existe et que tous renseignements doivent être adressés à : Jane Grénet, 40 bis, allée Montpensier, Livry-Gargan.

PROVINCE

Groupe Libertaire de Béziers. — Ayant cessé toute activité depuis quelques mois, le Groupe, sous l'impulsion de quelques camarades, reprend son action de propagande. Désireux de reconstituer l'unité entre tous les anarchistes, il fait appel à tous les compagnons de Béziers et environs.

Pour correspondance et adhésions s'adresser au camarade R. Maupoix, 8, rue Sébastopol, Béziers (Hérault).

Groupe Anarchiste Communiste de Toulouse. — Le groupe se réunit tous les samedis, à 20 h. 30, au siège, 43 bis, rue Saint-Charles.

Présence indispensable, à la réunion de samedi, de tous les copains. Ordre du jour : Ouverture de la coopérative de consommation.